

Etat espagnol. Les années antérieures à la grève générale du 14 décembre 1988

Publié par Alencontre le 24 - décembre - 2018



Par José Babiano

et Javier Tébar

Trois décennies se sont déjà écoulées depuis la grève générale du 14 décembre 1988 [14D dans la suite de l'article; cette contribution analyse les processus sociaux, économiques et politiques qui ont conduit au 14 D, [thème qui sera abordé dans l'article d'Agustín Moreno](#)]. Depuis lors, de nombreux changements économiques, politiques, sociaux et culturels sont intervenus de telle sorte que le contexte historique du 14D est très différent de celui qui prévaut aujourd'hui.

Bien qu'il y ait un aspect extraordinairement similaire: actuellement, après une crise économique qui a débuté en 2008 et qui s'est révélée dévastatrice – en termes d'emplois et de revenus de la population laborieuse – l'économie espagnole croît sans cesse depuis le deuxième trimestre de 2014; c'est-à-dire, depuis plus de quatre ans. Malgré cela, les inégalités sociales augmentent, les salaires n'ont toujours pas retrouvé leur niveau antérieur à la crise, le taux de chômage reste élevé et l'emploi créé est majoritairement précaire. La situation dans laquelle nous sommes plongés est fortement liée aux politiques d'austérité, de type néolibéral, déployées dans la crise elle-même.

La crise et le chômage

Les années qui précédèrent le 14D furent, de même, caractérisées en premier lieu par une crise profonde et durable. Une reprise économique lui succéda, le gouvernement résistant toutefois aux revendications des syndicats lui intimant d'opérer un tournant social. Au contraire, il persista dans son orientation d'une politique économique libérale de contrôle des déficits publics, priorité supplantant toute autre considération. Le gouvernement était, comme on le sait, présidé par Felipe González (PSOE). Aucun de ses ministres en charge d'un domaine lié à l'économie ne fut jamais, même modestement, keynésien. Ainsi que l'indiqua Wolfgang Merkel à l'époque, le gouvernement du PSOE fut, de tous les gouvernements sociaux-démocrates du sud de l'Europe, le plus favorable aux «marchés».

Examinons les choses pas à pas. La mort du dictateur [Francisco Franco, le 20 novembre 1975] mit à nu une crise économique aiguë, dont le détonateur – et non la cause – au niveau international était le crash pétrolier de 1973. La crise présenta alors une combinaison singulière de marasme économique et de forte inflation, situation que le jargon économique qualifia de «stagflation». Ainsi, entre 1976 et 1982, l'économie espagnole crût d'environ 1,5% en moyenne annuelle. Il faudra attendre 1986 pour que le PIB augmente de plus de 3%.

Le chômage devint le principal problème économique, eu égard à la destruction des postes de travail. Pour mentionner deux données, il convient de rappeler que les ERE [normes régissant, dans la législation espagnole, les licenciements collectifs pour «causes économiques»], autorisés entre 1976 et 1985, représentèrent près de 600'000 licenciements. De même, pour la seule année 1984, on estimait que les plans de reconversion impliqueraient 65'000 licenciements directs et 200'000 autres dans les industries auxiliaires.

Toutefois, le chômage augmenta également en raison de l'entrée sur le marché du travail de la génération des «baby-boomers», en raison d'un rebond inhabituel du taux de natalité. En effet, parmi les pays d'Europe occidentale, le taux cumulatif de natalité espagnol entre 1960 et 1975 n'était dépassé que par le Portugal et était largement supérieur à celui de la RFA, de la Grande-Bretagne, de la France ou de l'Italie. L'entrée sur le marché du travail formel des femmes contribua également à une croissance du chômage. A cela s'ajouta également, dans une moindre mesure, le retour des émigrés qui, dans les décennies 1950 et 1960, s'étaient rendus dans plusieurs pays européens dont les économies étaient désormais entrées en crise. Le chômage atteignit des niveaux très élevés. Ainsi, en 1985, le taux de chômage avoisinait 21,5%. Si en 1975 il y avait près de 12,8 millions de personnes employées, une décennie plus tard ce chiffre était de 11,1 millions. Au cours de la même période, l'emploi salarié – c'est-à-dire le nombre de travailleurs et travailleuses – passa de 9,8 millions à 7,7 millions.

A l'instar de ce qui se passe aujourd'hui, le chômage affectait particulièrement les femmes et les jeunes. En 1985, le taux de chômage des hommes était de 19,2% alors que celui des femmes s'élevait à 25,3%. Le chômage des jeunes atteignait 35,7%, soit 14 points de pourcentage de plus que le taux moyen. Au cours de la même période, la protection contre le chômage s'effondra, passant de 62,2% en 1975 à 31,1% en 1986, selon les données de l'INEM [Institut national de l'emploi de l'Espagne, désormais remplacé par le Système national de l'emploi]. Bien que ne soit pas prouvée, et de loin, une corrélation positive entre la persistance de la crise et la croissance de l'économie souterraine comme de l'emploi au noir, sans droits sociaux et légaux, ce qui est certain c'est que les deux phénomènes acquirent une dimension structurelle. Bien qu'il soit logiquement dans la pratique impossible de déterminer son ampleur, certaines estimations considèrent que l'économie dite souterraine représentait entre un cinquième et un quart de l'ensemble de l'économie. Enfin, le pouvoir d'achat des salaires descendit de 8,2 points entre 1979 et 1986, cette dernière année étant celle de la reprise économique.



Juin 1977: Felipe Gonzales (PSOE) et Adolfo Suárez Conzáles, duc de Suarez (Union du centre démocratique)

Au cours de cette longue et critique décennie, la priorité de la politique économique fut placée dans la lutte contre l'inflation et le déficit public, s'attaquant à la première par le biais de la modération salariale et au second par le contrôle des dépenses publiques. La logique, autant du gouvernement UCD [présidé par Adolfo Suárez, entre 1976 et 1981, cacique franquiste qui joua un rôle clé dans la transition] que du PSOE [au gouvernement entre 1982 et 1996], se fondait ainsi sur l'objectif d'une réhabilitation des profits des entreprises dans l'espoir que, ensuite, se réalisent les investissements attendus et, grâce à ces derniers, enfin, une création d'emplois. En d'autres termes, cette approche obéissait dans sa logique à la fameuse proposition néolibérale de la «théorie du ruissellement». Cette logique ne fonctionna pas, ni ne fonctionne si l'on observe ce qui s'est passé récemment, exactement de la même façon.

La «reconversion industrielle» et la résistance ouvrière

S'il est bien deux termes qui s'imposèrent avec succès dans le langage public des années 1980, ce furent ceux de modernisation et de flexibilité. Ils furent tous deux invoqués à profusion par les médias de communication, les organismes du patronat et par le gouvernement de Felipe González. Dans le domaine de la théorie économique, la modernisation est un terme dont la signification est quelque peu vague. C'est sans doute pour cette raison qu'on le trouve entre guillemets ou en italique dans la littérature académique.

Il peut, de fait, signifier une chose et son contraire. Ainsi, par exemple, au cours de la période dite du franquisme tardif [période qui débute en 1959, suite à l'ouverture économique], il servait de synonyme à «industrialisation». Près d'une décennie plus tard, la «modernisation» entraînait un processus définitif de démantèlement industriel. Pour ce qui est de l'ère des gouvernements González, certains auteurs estimaient que modernisation était synonyme d'idéologie; pour d'autres, cette proposition devait impliquer une série de réformes visant à rénover une administration héritée de la dictature, aboutir à l'instauration d'un «Etat providence», ainsi qu'à une rupture avec l'isolement historique du pays.

En réalité, personne ne savait à l'époque, avec certitude, en quoi consistait le sens de ce terme. (En ce qui nous concerne, nous l'utilisons dans le sens d'un processus de

désindustrialisation sévère.) Celle-ci s'est opérée sous le couvert d'un euphémisme: celui de la «reconversion industrielle».

Pour ce qui a trait à la flexibilité, au-delà des définitions plus ou moins sophistiquées qui distinguent entre la flexibilité externe (faisant référence à l'entrée et à la sortie du marché du travail) et interne (relative à la diversité des fonctions occupées au sein d'une entreprise), il s'agissait, de fait, purement et simplement, du pouvoir de l'entrepreneur de licencier ses salarié·e·s. Plus la flexibilité est grande, plus facile est le licenciement. Pour qu'une flexibilité comprise en ces termes puisse voir le jour, il fut nécessaire de mettre en place une législation du travail dont l'objectif était d'étendre les contrats temporaires. Paradoxalement, la flexibilité, en tant que capacité des employeurs à licencier, était vue (et le reste dans l'idéologie néolibérale) comme la recette de la création de l'emploi.

Au-delà du licenciement facilité, la flexibilité supposait la baisse des salaires ainsi que la modification des horaires et des journées de travail à la discrétion du patron et, en somme, un accroissement de la disponibilité des travailleurs envers l'entreprise en même temps que du pouvoir de cette dernière. En outre, le discours de la flexibilité rendait la main-d'œuvre toujours responsable des rigidités. De cette façon, l'origine du problème ne fut jamais attribuée à la structure productive ou à un quelconque aspect de la gestion patronale. Ce qui peut se vérifier à la lecture de tous les préambules des lois de (contre)réforme de la législation du travail mises en œuvre dans notre pays.

La modernisation dans le sens de désindustrialisation et de flexibilité ne représente pas que des termes éminents du discours public des années 1980. Ils impliquèrent, respectivement, un processus socio-économique ainsi qu'une série de modifications de la législation du travail qui furent cruciales à deux points de vue. En premier lieu, pour saisir les contraintes liées à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. En effet, la reconversion devint une sorte d'exigence afin d'entrer «dans l'Europe». Au sein du noyau dur de l'Europe, les restructurations industrielles furent mises en œuvre plus tôt, alors qu'elles furent retardées en Espagne en raison de la force du mouvement ouvrier à la fin de la dictature.

En deuxième lieu, leur importance réside en ce qu'elles contribuent à comprendre le capitalisme de la mondialisation à venir dans notre pays. Un capitalisme au sein duquel le travail temporaire et, par conséquent, la précarité sont devenus la clé de voûte du mode de gestion de la main-d'œuvre. Cet aspect de l'instauration de la flexibilité par le biais de l'extension du travail à temps partiel est analysé dans un autre chapitre de ce livre, nous allons ici nous concentrer sur la question de la désindustrialisation.

La reconversion industrielle débuta en 1977 et, au cours de la décennie 1990, des entreprises et des secteurs étaient encore concernés. Les entreprises touchées appartenaient aux secteurs industriels mûrs; c'est-à-dire, la sidérurgie, la construction navale, la fabrication de machines-outils et des biens d'équipement, l'électroménager, l'automobile, la chimie, le textile, etc. Certes, dans les dernières années du franquisme ces secteurs étaient marqués par une obsolescence et avaient besoin d'importants investissements en technologie et en capital, sans compter qu'ils devaient être redimensionnés pour être compétitifs dans l'économie internationale. Cela est une chose. Tout autre est celle de la fermeture définitive d'entreprises et le licenciement de leurs salarié·e·s, sans alternative industrielle et d'emploi quelconque. Et c'est bien ce qui se passa finalement.

Les gouvernements de l'UCD mirent en œuvre les premières mesures de reconversion. Initialement, entre 1977 et 1980, à l'exception des accords dans le secteur naval signés en 1978, des restructurations sectorielles ne furent pas envisagées et la politique industrielle se solda par des nationalisations et des subventions versées à des entreprises en crise. Cela permit, en particulier, de sauvegarder les intérêts des banques qui avaient investi dans l'industrie ainsi que ceux de certains patrons souhaitant recevoir des aides publiques.

A partir de 1980, cependant, des plans sectoriels furent envisagés; la posture du gouvernement lors des négociations se durcit, ce qui amena les syndicats à recourir aux mobilisations. Un large spectre de secteurs fut touché par les restructurations. Au cours de la période des gouvernements UCD, 600'000 emplois industriels furent détruits et de nombreuses entreprises disparurent. Il s'agissait surtout d'ateliers et de petites entreprises auxiliaires, dont les travailleurs furent les plus frappés par le processus de reconversion, en raison de la faiblesse des syndicats au sein des entreprises où le personnel était peu nombreux et sans aucun pouvoir contractuel.

Bien que les fermetures d'industries se poursuivirent jusqu'aux années 1990, la phase la plus brutale de reconversion se déroula entre 1982 et 1986, sous le premier mandat de González. Le PSOE ne prit pas au sérieux l'élaboration d'une politique industrielle par le truchement de la concertation. De fait, nous pouvons deviner quelle était sa philosophie en la matière à la lecture d'une espèce de mémoires de celui qui fut alors ministre de l'Industrie (puis, entre 1985 et 1993, de l'Economie), Carlos Solchaga:

«Il est vrai que sa mise en œuvre ne se fit pas exactement autour des lignes directrices d'extinction des contrats de travail lors du constat d'emplois surabondants que j'avais défendues et qui auraient entraîné une économie de l'argent des contribuables, mais qui auraient, en outre, représenté un avertissement aux syndicats quant au coût du maintien de postures rigides en matière d'ajustement industriel au moment d'une grave crise.»

Ajoutons à cela sa fameuse phrase selon laquelle *«la meilleure politique industrielle est celle qui n'existe pas»* et l'on comprendra l'inspiration fortement libérale qui anima le début de ce processus. Il s'agissait, comme on vient de le lire, de pouvoir licencier sans autre les travailleurs. Et non seulement cela, mais aussi de menacer clairement les syndicats. Carlos Solchaga admit également que ce qu'il envisageait n'était pas une reconversion de l'industrie, mais plutôt, eu égard au bon climat régnant dans le pays, un avenir fondé sur le secteur agroalimentaire et sur les énergies non renouvelables, ainsi que dans les services de loisirs et du tourisme. Pour ce qui touche aux services, il mit dans le mille.

Les syndicats, de leur côté, maintinrent différentes positions face aux plans socialistes de «reconversion». D'un côté l'UGT [Union générale des travailleurs, centrale étroitement liée au PSOE] se montra plus compréhensive, signant certains accords en solo, par exemple dans le secteur naval. Les CCOO [Commissions ouvrières, issues d'un travail des militants du PCE dans les interstices des structures «syndicales» verticales du franquisme, réunissant le plus grand nombre de militants et combattives fin des années 1960 et dans les années 1970] maintinrent dès le début une position combative et de rejet des accords.



Mobilisation contre la «reconversion industrielle» en 1987, sous le gouvernement du PSOE, dans la localité de Reinosa, une ville de 13'000 habitants et une perte d'emploi de 2000

Pour cette raison, le gouvernement écarta ses représentants de la table paritaire du suivi des accords que les CCOO n'avaient pas signés ainsi que de la table de négociation. En tous les cas, la politique socialiste de reconversion industrielle rencontra une forte résistance des travailleurs touchés, en particulier tout au long des années 1983 et 1984. De telle sorte qu'en conjonction avec les conflits dans chaque entreprise se déroulèrent plusieurs grèves générales massives dans les régions concernées: Sagunto, Cádiz, Ferrol, Ría de Bilbao, etc. Il faut savoir que la fermeture d'entreprises ne représentait pas seulement la fin d'une activité économique et un chômage massif, mais aussi le crépuscule définitif de tout un milieu de vie dans ces régions. Plusieurs journées d'arrêts de travail en solidarité se déroulèrent également ailleurs.

Ces mobilisations représentèrent, en 1984, un rebond de la courbe des conflits sur les lieux de travail, bien qu'ils n'atteignent pas, et de loin, les niveaux de 1979. Un large répertoire d'actions collectives et diverses fut employé à cette occasion. Il combina des actions massives tels que des grèves, des rassemblements ou des manifestations ainsi que d'autres, minoritaires et plus radicales, telles que des blocages de réseaux de transports urbains ou d'autoroutes, d'occupation d'établissements industriels ou d'affrontements de rue avec la force publique. L'imaginaire ouvrier de la reconversion industrielle s'est incrusté dans ce répertoire d'actions collectives.

Un imaginaire forgé lors des grandes grèves de la fin de la dictature lors desquelles la revendication des libertés était indissolublement liée à celle de l'amélioration des conditions d'existence. En tous les cas, il s'agissait de conflits typiques des cycles économiques dépressifs; il s'agissait par conséquent de protestations défensives (l'objectif unique étant de maintenir l'emploi), dispersées et intermittentes, difficiles à centraliser et à coordonner, en certaines occasions virulentes et rencontrant de nombreuses difficultés à se conclure par une victoire des travailleurs.

Reconversion et rupture générationnelle

Il convient d'ajouter qu'en dépit des positions différentes par lesquelles les deux syndicats affrontèrent la reconversion, ils menèrent une résistance conjointe dans chaque entreprise ou secteur. Ce qui se renforça à mesure que l'UGT se rendit compte que les accords signés en solitaire avec le gouvernement n'apportaient pas les résultats espérés. C'est la mobilisation qui empêcha que les plans initiaux du ministère de l'Industrie, visant à des licenciements sans plus, aboutissent. La mobilisation, par conséquent, fraya la voie aux préretraites et à d'autres subsides qui améliorèrent la dignité de la fin des activités des travailleurs licenciés.

Néanmoins, les mesures visant à réorienter les excédents de main-d'œuvre, tel le Fonds de promotion de l'emploi (FPE), ou visant à engendrer un nouveau tissu industriel dans les régions déprimées à la suite du démantèlement industriel, telles les Zones de réindustrialisation urgente (ZUR), ne furent pas viables. Entre autres parce que les ZUR ne captèrent que 2% des ressources publiques destinées à la reconversion sous Carlos Solchaga.

Le discours du gouvernement socialiste insistait sur la construction d'une opposition des intérêts des travailleurs reconvertis face aux contribuables. Il laissait ainsi entendre que les premiers étaient particuliers («corporatistes») – comme pour réduire la légitimité de leurs luttes – alors que les seconds (les contribuables) correspondaient à quelque chose relevant de «l'intérêt général». C'est exactement ce que signale Solchaga dans le paragraphe que nous avons cité plus haut. Il faut toutefois se souvenir que «l'ajustement du travail» absorba seulement 8% des ressources publiques destinées à la reconversion, lesquelles, dans leur ensemble, représentaient environ trois milliards de pesetas entre 1979 et 1989.

Une fois cela dit, qui donc remporta la plus grande part du gâteau? Les banques. Les banques furent les grandes bénéficiaires des subsides et subventions octroyées dans la perspective du démantèlement industriel. Cela se fit par le truchement d'un assainissement financier des entreprises et une récupération avantageuse des crédits concédés et de l'investissement industriel. Sans compter que la reconversion du secteur bancaire absorba, de son côté, quelque chose de l'ordre de deux milliards de pesetas du Trésor public.

Du point de vue social, émergea finalement dans l'espace public une nouvelle figure sociale: le préretraité cinquantenaire. Disposant de revenus dignes, il devait souvent soutenir la nouvelle génération de jeunes sans avenir dans le monde du travail.

L'impuissance et la désolation s'emparèrent des ceintures industrielles et de régions parsemées de ruines industrielles, dominées par la précarité sociale. Les jeunes reportèrent l'âge de leur émancipation [«quitter le nid familial», l'âge en Espagne étant l'un des plus élevés en Europe depuis des décennies] et prolongèrent le temps passé au sein du secteur éducatif. D'un point de vue générationnel une rupture définitive s'établit au sein de la classe ouvrière industrielle. Comme corollaire aux situations difficiles sur le plan social, les maladies, les suicides, la consommation d'alcool et l'épidémie d'héroïne augmentèrent, ravageant des communautés ouvrières entières. (Extrait et traduction par le site *A l'encontre* d'un ouvrage, publié aux Editions Catarata en 2018, intitulé: *14D, historia y memorial de la huelga general*; les références bibliographiques ont été supprimées)